

Des jeunes médecins s'attaquent par le rire à la surconsommation de médicaments

17 février 2016 / Sarah Lefèvre (Reporterre)



De jeunes praticiens sont entrés en résistance contre l'influence des firmes pharmaceutiques. Membres de la Troupe du Rire, ils veulent enrichir le cursus en médecine d'un enseignement critique et d'une sensibilisation aux outils promotionnels de l'industrie.

« C'était monsieur Doliprane le plus généreux, il aimait créer du lien. Il s'intéressait à nos vies. » Louise, 26 ans, interne en médecine, se souvient de son stage de six mois aux urgences d'Aulnay-sous-Bois l'année dernière. Elle raconte le ballet hebdomadaire des trois ou quatre visiteurs médicaux. « Ils nous offraient les croissants, nous apportaient des plats de traiteurs libanais, des trucs excellents. C'était toujours l'occasion de nous donner les nouveaux prospectus. » Un matin, M. Doliprane revient à l'attaque avec un colis

suspect : « *Des pieds de cochons, pour qu'on s'entraîne à la suture !* » Louise esquisse un sourire ironique. « *D'ailleurs, il me l'a ressorti plus tard en me demandant : "Vous prescrivez du Doliprane ?" Moi, je répondais que non, que je prescrivais toujours le paracétamol, le générique. Alors il me rétorquait : "Ah ! mais attendez, c'est moi qui vous ai apporté des pieds de cochon !"* »



Pieds de cochons, échantillons de médicaments gratuits, repas et journaux offerts, remises accordées aux pharmacies et services hospitaliers, formations médicales continues et leaders d'opinions financés par les laboratoires... Le cas de Louise n'est pas isolé. Le collectif **Regards citoyens** a évalué le montant de l'ensemble des cadeaux reçus par les professionnels de santé et contrats signés avec les firmes entre janvier 2012 et juin 2014, grâce à l'application du *Sunshine Act* [1]. Les chiffres donnent le tournis : 244.572.645 € de cadeaux et 235.455 contrats. Cette transparence est une avancée dont nous devrions tous nous réjouir, sauf que le *Sunshine Act* oblige les praticiens à déclarer le montant de chaque petite attention des labos, mais pas des gros contrats.

« C'est du biberonnage »

C'est pourtant ce que prône un petit nombre d'étudiants de Paris, Toulouse et Lyon réunis en collectif depuis cinq ans et qui se définit avec panache comme de « *véritables décroissants de l'apprentissage formel* » : « *Nous n'avons pas conscience de l'influence de l'industrie. De nombreux.e.s professionnel.le.s interrogé.e.s disent ne pas être influencé.e.s personnellement, mais pensent que leurs collègues le sont.* » **La Troupe du Rire** - pour « *réseaux des initiatives et réponses étudiantes* » - ne manque ni d'humour ni de fermeté. En 2015, ils ont publié **un livret**, tiré à 8.000 exemplaires, au format poche de blouse blanche et intitulé *Pourquoi garder son indépendance face aux laboratoires pharmaceutiques ?*.

Ils résument leur réflexion dans cette vidéo pédagogique :

« *La plupart du temps, c'est compliqué d'engager le débat avec les chefs de service et, souvent, on nous traite de bolcheviks d'arrière-garde* », confie Karim, 23 ans, externe à l'université Paris-Diderot et membre de la Troupe. Leur objectif : enrichir le cursus en médecine d'un enseignement critique aujourd'hui quasi-inexistant et alerter les futurs professionnels sur l'omniprésence insidieuse des laboratoires, comme ils en témoignent dans cette vidéo :

L'OMS lançait déjà un appel en 2009 avec son manuel d'enseignement *Comprendre la promotion pharmaceutique et y répondre*, traduit par la Haute Autorité de santé. En introduction, une affirmation limpide : « Cette influence [des laboratoires sur la prescription des médecins] peut conduire à choisir un traitement qui n'est pas optimal, parfois au détriment de la santé du patient. » L'étude pointe une autre lacune : « Les professionnels de santé reçoivent une formation réduite, ou pas de formation du tout, sur la façon d'évaluer la promotion pharmaceutique et de comprendre son influence souvent subtile sur leur comportement. »

« C'est du biberonnage », résume Pierre Frouard, médecin généraliste et enseignant au sein de la faculté de médecine à Rennes, pour qui l'influence est d'autant plus forte qu'elle arrive dès le début des études : « Quand un étudiant n'est pas sensibilisé, il est capable, sans esprit critique, d'avaliser le système tout au long de son cursus et même ensuite, au sein de la formation continue. »

Une nouvelle dynamique est en marche

« Seule une minorité d'étudiants en France prend le problème au sérieux pour le moment », regrette Paul Scheffer, doctorant en sciences de l'éducation. Il réalise une thèse sur la formation à l'indépendance des médecins : « Beaucoup encore considèrent que le fait d'être médecin leur donne droit à des considérations particulières, dont les contributions des labos font partie. » C'est ce qu'on appelle la culture de « l'entitlement », précise-t-il, le sentiment que l'on a droit à certains privilèges.

Pour David Outh-Gauer, ancien membre de l'Association nationale des étudiants en médecine (*Anemf*), le mouvement est lancé. Ce qui n'était pas gagné quand on pense qu'« il y a trois ans, on était encore en partenariat avec Novartis sans se poser la question de l'impact sanitaire que cela pouvait avoir sur nos habitudes de prescripteurs ». Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Une nouvelle dynamique est en marche selon lui : le livret de la Troupe du Rire a reçu le prix Prescrire 2015, du nom de la revue médicale de référence, et le soutien du Formindep, collectif pour une formation médicale, deux organismes indépendants. L'enjeu est désormais de propager le débat au sein de chaque faculté, et surtout auprès des doyens, les plus difficiles à convaincre.

Étudiant en troisième année de médecine à Toulouse, David a accepté d'animer un cours sur les conflits d'intérêts avec l'un de ses professeurs de pharmacologie. D'autres enseignants s'y mettent à Lyon, Rennes, Strasbourg, Tours ou Créteil. Paul Scheffer pilote de son côté un classement des universités en fonction de leur politique face aux firmes : « L'un des objectifs est de faire entendre aux doyens, responsables de l'enseignement dans chaque fac, qu'il est nécessaire de prendre position sur le sujet. » Affaire à suivre, publication prévue courant 2016. Et Karim, de la Troupe du Rire, d'espérer que le vent tourne : « Peut-être qu'un jour nous ne serons plus les premiers consommateurs européens de médicaments. »

[1] Adopté en 2011 par le Parlement suite au scandale du Médiateur, le Sunshine Act stipule que l'ensemble des cadeaux et contrats accordés à des praticiens de santé (médecins, dentistes, infirmiers, sages-femmes, pharmaciens, étudiants) par les laboratoires pharmaceutiques doivent faire l'objet d'une déclaration et d'une publication.

Lire aussi : [Les cinq méthodes de l'industrie pharmaceutique pour nous bourrer de médicaments inutiles](#)

Source : Sarah Lefèvre pour *Reporterre*

Photos :

. Chapô : Couverture du livret de la Troupe du Rire « Pourquoi garder son influence face aux laboratoires pharmaceutiques ? ».

. Portrait : Sarah Lefèvre/*Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Alternative >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Des-jeunes-medecins-s-attaquent-par-le-rire-a-la-surconsommation-de-medicaments>